

AN DISPACH  
AZO



DISPAR



## SOMMAIRE

Jeunesse  
De retour de Dheishneh  
Noires  
Que faire du nationalisme  
Interview  
Tout reprendre devient vital  
Violence  
2032 ça sera la guerre

# À LA JEUNESSE INDÉPENDANTISTE

Ça se sent, ou se ressent, il y a comme des sentiments dans l'air. La Bretagne est de ces pays qui tiennent au cœur et au corps. Officiellement ce n'est que quatre départements sur cinq et une région fantôme, pourtant tout le monde sait qu'il y a plus que ça. Les grands débats théoriques posent les mots derrière ces phénomènes, des analyses complexes, mais ça se sent, il y a quelque chose ici.

L'époque que nous vivons est pleine d'agitation, les lignes bougent dans tous les sens. Pas toujours en bien, c'est vrai, mais des fenêtres s'ouvrent, des failles apparaissent. L'époque est aussi aux rêves, aux folies et aux audaces. Bonnets Rouges, ZAD, cortèges de tête, Gilets jaunes, la Bretagne est au rendez-vous des agitations du monde. On y trouve une jeunesse politisée, pleine de rage et d'envie, qui impose ses luttes, ses mots d'ordres, ses façons de faire.

On se demande malgré tout où est la jeunesse indépendantiste. En Europe de l'ouest, elle pousse un peu partout. On l'a vue voter en masse pour l'indépendance en Écosse, se mobiliser en Corse dans la rue, les universités et les urnes, on l'a vue défier la police pour défendre un référendum auto-organisé en Catalogne, elle est toujours présente au Pays Basque pour réinventer le combat après la fin de la lutte armée. En Europe de l'ouest, c'est bien la jeunesse qui est aux avant-gardes de ces combats qui font trembler et qui comptent bien faire vaciller la puissance des vieux États bourgeois et impérialistes. Et nous qui, en Bretagne, avons fait naître la ZAD, avons investi des terrains des luttes sociales et environnementales avec force, nous sommes à la traîne pour réinventer la lutte indépendantiste.

Pourtant, on sent quelque chose sous nos pieds, un terrain fertile, des conditions objectives qui se réunissent. Un sentiment breton flotte toujours dans l'air, mais sans nouveau visage, sans dynamique réelle, on attend. Catastrophe climatique, France en décrépitude, État bourgeois toujours plus inégalitaire, toujours plus autoritaire, toujours plus détesté, que de boulevards pour construire un modèle opposé dans l'idée d'indépendance. Et qui de mieux que la jeunesse, comme toujours, pour faire s'accélérer l'histoire? Le sentiment est toujours là, certes, mais sans réinvention véritable, sans politisation nouvelle, rien de nouveau ne germera.

La jeunesse indépendantiste bretonne est en grande partie orpheline, elle n'a pas d'élan politique bien installé à se réapproprier, ni même de corpus idéologique breton bien adapté à son époque. C'est un handicap au départ, mais c'est aussi un champ des possibles. La tâche est plus ardue quand il y a tout à rebâtir, aussi difficile que passionnante donc, car là où tout est à faire, tout est possible.

L'espace politique bien trop vide du combat indépendantiste breton de ces dernières années appelle à une réappropriation massive. La nature a horreur du vide, l'Emsav n'a plus beaucoup de choix entre se réinventer ou disparaître. C'est là le rôle déterminant de la jeunesse militante bretonne d'aujourd'hui face aux années décisives qui s'annoncent. De cette position particulière, la jeunesse a donc toute possibilité

pour imposer ses choix, ses visions du monde et ses pratiques.

La Bretagne militante de ces dernières années a porté plusieurs thèmes de lutte : la contestation sociale contre le capitalisme déchainé, la lutte de territoires contre les métropolisations dévorantes, l'écologie radicale capable de faire plier de grands projets, l'antifascisme et l'ouverture sur le monde dans les luttes contre l'extrême droite et dans l'accueil des réfugié.e.s. La jeunesse indépendantiste trouve sa place dans tous ces combats, donc elle peut faire en sorte que tous ses combats prennent leur place au cœur des luttes indépendantistes.

Si nous voulons repolitiser la lutte pour la libération de la Bretagne, il est logique d'y inclure tout ce qui nous tient à cœur, sortir de la logique du sentiment d'appartenance breton, passer à la logique d'affirmation du projet de société à construire dans une Bretagne libérée. Avoir le droit ou non d'être libre et indépendant et au nom de quoi furent les anciennes politisations bretonnes. Vouloir ou non être libre et indépendant et pour construire quel genre de pays, c'est l'autre chemin pour repolitiser la lutte selon nos volontés et nos aspirations.

Se réapproprier une lutte va également au-delà des questions idéologiques, c'est un point de départ mais qui sonne creux sans l'action de terrain. Dans les rues et les campagnes, c'est aussi à nous de repenser les pratiques des luttes indépendantistes. Luttes sectorielles sur la langue bretonne ou la réunification, luttes globales sur le monde rural, opposition à la gentrification des villes comme des côtes, construction d'une force indépendantiste pérenne qui porte ses propres thématiques et s'implique dans les luttes en Bretagne, il y a à faire.

Un élément semble néanmoins déterminant, notre besoin de nous affirmer collectivement en tant que force indépendantiste. Même si ces idées ne disparaissent pas, elles ne peuvent véritablement évoluer en l'absence d'une organisation collective portant ces idées, sans complexe ni complaisance, qui par ses pratiques et ses messages bouscule la bienséance du monde et réinvente les façons de lutter pour l'indépendance.

La création de Dispatch a justement fait écho à ce besoin de nous retrouver en un groupe ouvert et en évolution, prêt à rassembler des jeunes Breton.ne.s autour de valeurs communes et d'envies d'un combat commun. C'est une petite tentative qui n'appelle qu'à prendre de l'ampleur et à évoluer. C'est aussi un essai qui en appelle d'autres, un petit exemple pour inspirer de futures constructions.

La jeunesse indépendantiste a beaucoup de cartes en main. Elle s'assume bretonne sans complexe, elle est prête à passer à autre chose, à profiter des acquis qu'ont apportés les luttes vécues en Bretagne pour relancer de nouvelles dynamiques. Ce n'est pas d'un Emsav largement en décrépitude qu'il faut attendre des solutions, c'est à nous de construire, selon nos aspirations et nos expériences, les nouveaux élan pour l'indépendance. Cette lutte est bien trop muette aujourd'hui, à la jeunesse de lui redonner de la voix, de lui faire crier bien haut que la Bretagne n'est ni à vendre ni à prendre, que la lutte pour la libération de notre peuple et notre pays et bien loin d'être terminée.

## DE RETOUR DE DHEISHEH



Le 27 mars 2019, Sajed Mizher, secouriste palestinien au camp de réfugiés de Deisheh (Bethléem) est assassiné par l'armée israélienne lors d'une incursion dans le camp<sup>1</sup>. Depuis les nouvelles sont floues, une grève de la faim a démarrée, en solidarité avec des prisonniers palestiniens eux-mêmes en grève de la faim, des militants politiques font état d'une dégradation de la situation dans le camp<sup>2</sup>. Il s'est écoulé presque six mois depuis mon départ de Deisheh. J'y suis avec d'autres, restée un peu plus d'une semaine, au sein des locaux d'une ONG palestinienne, Laylac. Pendant ce cours laps de temps, des militants ont pris le temps de nous présenter le camp et les problématiques qui découlent de la vie sous occupation lorsque l'on est réfugié, les luttes qui peinent à faire valoir le droit des nombreux prisonniers, les doutes quand à l'avenir. Le contexte à notre arrivée, était celui de l'annonce de Donald Trump de l'arrêt des aides américaines à l'ONU pour les camps de réfugiés. Si cette annonce a fait beaucoup de bruit dans les médias en France, elle ne faisait pas état de la manière dont politiquement sur place cette décision a été perçue par la population des camps.

Comme cela était bien évoqué par les médias français, les camps de réfugiés vivent effectivement sous perfusion des aides internationales. À Deisheh comme dans les autres camps de réfugiés en Palestine, les taux de chômage sont largement supérieurs à ceux enregistrés dans le reste de la Cisjordanie. En effet, de part leur statut de réfugiés, les personnes vivant dans le camp, ne peuvent pas circuler librement sur l'ensemble du territoire de la Cisjordanie, ce qui affecte leur possibilité de trouver un emploi et d'obtenir des revenus. Outre le problème du chômage, les camps de réfugiés n'ont aucune possibilité d'autonomie alimentaire, qui leur permettrait à terme de limiter leurs dépenses et leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur. À Deisheh, par exemple, il n'y a aucune terre agricole, aussi tous les aliments qui transitent, viennent du reste de la Cisjordanie, et font l'objet d'un échange marchand. Les difficultés financières se trouvent également accrues, lorsqu'une personne est incarcérée, cas régulier dans les camps, où toutes les familles ont un de leur membre qui est ou qui a été en prison<sup>3</sup>. Il faut alors pour la famille, trouver un avocat, le rémunérer et payer les frais liés à l'incarcération.

Pour autant les aides attribuées par l'ONU dans les camps ne servent pas uniquement à alimenter les revenus des familles palestiniennes, ces dernières permettent également la rémunération des fonctionnaires et l'entretien des « bâtiments publics » tels que les hôpitaux et les écoles. Aussi, le retrait américain, jusqu'alors le plus

1. <http://www.france-palestine.org/Un-jeune-secouriste-tue-par-l-armee-israelienne-dans-le-camp-de-Deisheh>

2. [https://www.20minutes.fr/monde/2492519-20190409-israel-detenus-palestiniens-entament-grève-faim?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=haider\\_cid\\_1\\_election\\_israelienne\\_ne\\_change\\_pas\\_grand\\_chose\\_pour\\_les\\_palestiniens&utm\\_term=.2019-04-11&fbclid=IwAR3\\_hbbM3mfFqJHEGW-vlETwQuAWpupUWoGdH2bbPUPBjlb0OAMqIKG4s0](https://www.20minutes.fr/monde/2492519-20190409-israel-detenus-palestiniens-entament-grève-faim?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=haider_cid_1_election_israelienne_ne_change_pas_grand_chose_pour_les_palestiniens&utm_term=.2019-04-11&fbclid=IwAR3_hbbM3mfFqJHEGW-vlETwQuAWpupUWoGdH2bbPUPBjlb0OAMqIKG4s0)

3. <http://palestineun.org/17-april-2015-palestinian-prisoners-day>

important financeur des aides de l'ONU, signifie non seulement une baisse drastique de la qualité de vie des réfugiés dans le camp, mais aussi l'arrêt ou le règlement irrégulier du traitement des fonctionnaires.

Contrairement à ce qui était sous entendu en France par les médias, les militants rencontrés dans le camp, n'imaginent pas à terme qu'une fermeture des écoles et des hôpitaux soit possible. Ces derniers nous ont expliqué qu'ils avaient déjà connu des périodes sans financement, et les fonctionnaires, bien que non rémunérés, faisaient le choix de continuer à travailler, dans la mesure où leur emploi est nécessaire à la poursuite de la lutte contre l'État Israélien, et que l'arrêt de leur travail signifierait la mort progressive de toute forme d'organisation sociale au sein du camp. Aussi lorsque les financements s'arrêtent, les populations s'organisent, et les familles prennent alors en charge les dépenses du fonctionnaire non rémunéré. La crainte des militants est autre. À l'autre bout du territoire, à Gaza, prise en étau depuis plus de 10ans, abandonnée par l'Autorité Palestinienne et avec un soutien international limité depuis les élections de 2006 qui avaient permis l'arrivée du Hamas au pouvoir, un acteur a émergé et a pris rapidement un rôle de financeur, duquel la population gazaoui devient de plus en plus dépendante à mesure que la situation se dégrade sur le territoire. Tout comme il l'avait fait lors du printemps arabe en Egypte et ailleurs, auprès des frères musulmans et d'autres organisations de lutte se basant sur l'islam, le Qatar a entamé une politique de financement du Hamas, afin d'étendre son influence au-delà de ses frontières en finançant des organisations ayant une lecture du Coran proche de celle prônée au Qatar, à savoir le wahhabisme<sup>4</sup>. D'abord en finançant des infrastructures comme le tribunal de Gaza City inauguré en 2017, mais aussi la reconstruction de routes détruites par la guerre, de maisons, d'écoles ou encore de mosquées, puis à partir de mi 2018, en envoyant des valises remplies de billets qataris pour rémunérer les fonctionnaires de la bande de Gaza et ce pendant plus de six mois. Si depuis janvier 2019 le Hamas refuse les valises pour rémunérer ses fonctionnaires, le Qatar n'a pas pour autant abandonné ses financements, puisque désormais les moyens autrefois alloués au Hamas sont reversés par le Qatar à l'ONU pour les aides destinées à la bande de Gaza. Loin d'être un acte gratuit de générosité, les financements qataris ont officiellement au moins deux objectifs :

Premièrement promouvoir sa capacité d'action à l'international sur le plan politique. Ici, le financement du Hamas, rend possible l'action politique de formations politiques idéologiquement valorisées par le Qatar. De manière symétrique, en finançant les politiques menées par le Hamas, le Qatar rend le Hamas dépendant de l'aide financière apportée et l'oblige à prendre en compte les avis qu'il formule quand à la manière dont doivent s'organiser les relations avec Israël. Deuxièmement, en occupant cette place entre Gaza et Israël, le Qatar retrouve une capacité d'action dans la région qu'elle avait perdu depuis 2017, et ce à cause du blocus qui lui est imposé par les autres pays du Golfe en raison de son rapprochement avec l'Iran<sup>5</sup>.

La crainte des militants rencontrés à Deisheh, renvoie à la présence de ce nouvel acteur. En effet, il semble possible pour eux que le Qatar augmente le montant des aides qu'il alloue aux camps de réfugiés, jusqu'à devenir le financeur majoritaire, de sorte que les réfugiés se retrouveraient de plus en plus dépendants du Qatar. En position de force vis-à-vis des réfugiés, ce nouvel acteur pourrait alors exiger des contre parties de la part de la population des camps, d'ordre politique, social ou

4. <https://www.francetexte.fr/monde/gaza-le-pacte-intenable>

5. « Le rôle du Qatar dans la bande de Gaza du Hamas » Par AFP et TIMES OF ISRAEL 22 novembre 2018, 17:29



## ERRATUM : De retour de Dheisheh

Le 27 mars 2019, Sajed Mizher, secouriste palestinien au camp de réfugiés de Deisheh (Bethléem) est assassiné par l'armée israélienne lors d'une incursion dans le camp<sup>1</sup>. Depuis, les nouvelles sont floues, une grève de la faim a démarré, en solidarité avec des prisonniers palestiniens eux-mêmes en grève de la faim, des militants politiques font état d'une dégradation de la situation dans le camp<sup>2</sup>.

Il s'est écoulé presque six mois depuis mon départ de Deisheh. J'y suis, avec d'autres, restée un peu plus d'une semaine, au sein des locaux d'une ONG palestinienne, Laylac. Pendant ce court laps de temps, des militants ont pris le temps de nous présenter le camp et les problématiques qui découlent de la vie sous occupation lorsque l'on est réfugié, les luttes qui peinent à faire valoir le droit des nombreux prisonniers, les doutes quant à l'avenir. Le contexte, à notre arrivée, était celui de l'annonce de Donald Trump de l'arrêt des aides américaines à l'ONU pour les camps de réfugiés. Si cette annonce a fait beaucoup de bruit dans les médias en France, ils ne faisaient pas état de la manière dont politiquement sur place cette décision a été perçue par la population des camps.

Comme cela était bien évoqué par les médias français, les camps de réfugiés vivent effectivement sous perfusion des aides internationales. A Deisheh comme dans les autres camps de réfugiés en Palestine, les taux de chômage sont largement supérieurs à ceux enregistrés dans le reste de la Cisjordanie. En effet, de par leur statut de réfugiés, les personnes vivant dans le camp ne peuvent pas circuler librement sur l'ensemble du territoire de la Cisjordanie, ce qui affecte leur possibilité de trouver un emploi et d'obtenir des revenus. Outre le problème du chômage, les camps de réfugiés n'ont aucune possibilité d'autonomie alimentaire, qui leur permettrait à terme de limiter leurs dépenses et leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Les difficultés financières se trouvent

également accrues, lorsqu'une personne est incarcérée, cas régulier dans les camps, où toutes les familles ont un de leur membre qui est ou qui a été en prison<sup>3</sup>. Il faut alors pour la famille, trouver un avocat, le rémunérer et payer les frais liés à l'incarcération.

Pour autant les aides attribuées par l'ONU dans les camps ne servent pas uniquement à alimenter les revenus des familles palestiniennes, ces dernières permettent également la rémunération des fonctionnaires et l'entretien des « bâtiments publics » tels que les hôpitaux et les écoles. Aussi, le retrait américain, jusqu'alors le plus important financeur des aides de l'ONU, signifie non seulement une baisse drastique de la qualité de vie des réfugiés dans le camp, mais aussi l'arrêt ou le règlement irrégulier du traitement des fonctionnaires.

Contrairement à ce qui était sous entendu en France par les médias, les militants, rencontrés dans le camp, n'imaginent pas à terme qu'une fermeture des écoles et des hôpitaux soit possible. Ces derniers nous ont expliqué qu'ils avaient déjà connu des périodes sans financement, et les fonctionnaires, bien que non rémunérés, faisaient le choix de continuer à travailler, dans la mesure où leur emploi est nécessaire à la poursuite de la lutte contre l'Etat israélien, et que l'arrêt de leur travail signifierait la mort progressive de toute forme d'organisation sociale au sein du camp. Aussi lorsque les financements s'arrêtent, les populations s'organisent, et les familles prennent alors en charge les dépenses du fonctionnaire non rémunéré.

La crainte des militants est autre. A l'autre bout du territoire, à Gaza, prise en étau par l'Etat israélien depuis plus de 10ans, avec un soutien international limité depuis les élections de 2006 qui avaient permis l'arrivée du Hamas au pouvoir, un acteur a émergé et a pris rapidement un rôle de financeur, duquel la population gazaouie devient de plus en plus dépendante à mesure que la situation se dégrade sur le territoire. Tout comme il l'avait fait lors du printemps arabe en Egypte et ailleurs, auprès des frères musulmans et d'autres organisations de lutte se basant sur l'islam, le Qatar a entamé une politique de financement du Hamas, afin d'étendre son influence politique au-delà de ses frontières. D'abord en finançant des infrastructures comme le tribunal de Gaza City inauguré en 2017, mais aussi la reconstruction de routes détruites par la

<sup>1</sup> <http://www.france-palestine.org/Un-jeune-secouriste-tue-par-l-armee-israelienne-dans-le-camp-de-Deisheh>

<sup>2</sup> <https://www.20minutes.fr/monde/2492519-20190409-israel-detenus-palestiniens-entament-greve>  
faim?utm\_source=newsletter&utm\_medium=email&utm\_campaign=haidar\_eid\_1\_election\_israelienne\_ne\_change\_pas\_grand\_chose\_pour\_les\_palestiniens&utm\_term=2019-04-11&fbclid=IwAR3\_hbiM3mnPqJHEGW-vlETwOuAWnpu8WoGdHzbbPUfPBjIbOOAMqIKG4s0

<sup>3</sup> <http://palestineun.org/17-april-2015-palestinian-prisoners-day/>

religieux. Parmi les contres parties présentées comme probables par les militants, la communication à l'ONU de listes d'affiliation à des partis politiques de membres d'ONG, ou d'associations de lutte contre la colonisation, visant à exclure les militants de certains partis politiques dont la vision serait jugée trop critique à l'égard de Qatar ou de l'Islam, un contrôle plus fort de la population quand à leur implication politique ou sur leur pratique religieuse. Outre les problèmes éthiques que cela poserait quand à la liberté d'association et d'expression, les militants craignent également que de tels dispositifs compliquent d'avantage l'organisation de mouvements de lutte communs au camp, en complexifiant les relations entre les individus au sein du camp. Si pour le moment, rien ne permet d'affirmer concrètement que le Qatar entamera des démarches pour accroître ses financements auprès des camps de réfugiés palestiniens et que les financements seront de la même nature qu'à Gaza où la situation et l'organisation politique est tout à fait différente que celle des camps, l'hypothèse est tout de même étudiée par une partie des militants du camp de Deisheh, qui devraient alors faire front à la fois contre l'Etat israélien, les agissements de l'Autorité Palestinienne et contre ceux du Qatar.



## NOIRES

Ma lutte elle brûle, elle fuse, elle gronde, elle tonne.  
Elle me pousse, me donne souvent la sensation de plonger.  
Noyée dans la foule ou dans le noir, une fois lancée t'as plus qu'à avancer.  
Sur le qui-vive, t'es dans mon monde, qui m'aime me suive.  
Elle est en moi, je la vis tous les jours et toutes les nuits,  
Je la respire, je la crache, la hurle, la brûle et la ravale.  
Elle m'endort et me réveille.  
Si je ne lui cours pas après, c'est elle.  
On ne peut pas aller bien loin sans elle car elle est partout.  
En fait ma lutte c'est pas la mienne et c'est pas la seule.  
Ce sont les luttes et ce sont les nôtres.  
On les aperçoit, on les entend, elles nous attrapent et nous, on est noires. Noires

## QUE FAIRE DU NATIONALISME?

Bien que nous ne nous en revendiquions pas tous forcément, il est clair que le concept de nationalisme est forcément employé à propos des luttes indépendantistes. En France particulièrement, le mot renvoie à une tare, un danger qui se cache derrière des revendications linguistiques ou culturelles. Du discours macronien jusqu'à une partie l'extrême gauche, le nationalisme est le monstre à abattre. Même dans les mouvements de gauche indépendantistes en Bretagne, le terme n'est pas toujours apprécié voire même condamné.

Son rejet est potentiellement lié à des attaches intellectuelles encore profondes entre les gauches bretonnes et françaises, potentiellement aussi par absence de repère sur ce que représente le nationalisme. Il est généralement associé aux mouvements d'extrême droite et si cette association est une réalité, elle devient une profonde erreur quand elle pense avoir englobé toute la compréhension de ce concept en un seul parallèle.

Car si le nationalisme peut être fasciste, il peut aussi bien en être l'opposé car il l'a été par l'histoire et car rien n'est déterminé sur les pages vierges du futur. Toutes les luttes de décolonisation qui ont fait trembler les puissances européennes occidentales relevaient du nationalisme. La résistance antifasciste en France également, même dans ses dimensions révolutionnaires. Ces dernières associaient simplement, comme ce fut toujours le cas dans ce genre d'histoire, une dimension nationaliste et une dimension internationaliste, comme l'avait déjà fait et théorisé Connolly dans les luttes sociales et les actions indépendantistes irlandaises au début siècle dernier. Aujourd'hui encore, les luttes kurdes et palestiniennes relèvent du nationalisme ; et ce malgré leurs différences, car chaque fois qu'une lutte de ce genre émerge, elle porte bien sur la spécificité de son contexte et de son lieu d'origine.

Il y a en effet un aspect historique à cette question. Quand un peuple, communauté, groupe, ou qu'importe la façon dont on le nomme, subit une oppression politique, une perte du droit à s'autogérer, à parler sa langue, à vivre selon ses envies, seul deux choix subsistent : disparaître ou enclencher une réaction nationaliste. Réaction non pas pour le caractère réactionnaire de la chose, dans le sens retour à un ordre idéalisé ancien, mais du fait d'un réflexe d'autodéfense, de survie.

Le nationalisme n'est néanmoins pas une idéologie pleine et entière. Il est cercle bien défini, dans ce contexte, le contour clair est celui de la libération nationale. Mais ce cercle est vide, il peut se remplir de toutes les idéologies du moment. Il peut être raciste ou antiraciste, sexiste ou féministe, conservateur ou révolutionnaire. Bien sûr le nationalisme peut engendrer des monstruosité, quand le cercle idéologique se remplit de fascisme il devient tout simplement monstrueux. Le fascisme du nationalisme minoritaire ne change que par ses moyens d'actions limites par rapport à celui des grandes nations, rien ne change quant à son inhumanité.

Car il est aussi une question d'histoire sur les façons dont s'exprime le nationalisme. Quand il a été dit que ce dernier était une réaction de défense face à une situation

d'oppression, il faut préciser que l'oppression qui rend nécessaire la réaction, est elle-même nationale. C'est à cause du développement du nationalisme par les grands États que d'autres communautés ont été contraintes de se tourner elles-mêmes vers le nationalisme. Ce n'est néanmoins pas les petits peuples qui l'ont inventé, ou s'il l'ont fait, c'est à cause d'une situation non désirée. En somme, c'est un nationalisme contre un autre, que ce soit pour la Palestine contre Israël, ou pour le Pays Basque contre l'Espagne. Cette dénomination commune, si elle est logique sur le plan de l'analyse politique, doit bien sûr se compléter du contexte d'apparition. Dans cette grande diversité du nationalisme, il y a celui des nations opprimées et des nations oppressantes, qui diffère aussi radicalement que le nationalisme conservateur et révolutionnaire, de droite et de gauche.

À voir le déploiement d'horreur de ces nationalismes d'État, il est clair qu'ils ne renvoient pas à ce que les projets indépendantistes révolutionnaires défendent. Une Guardia Civile bretonne ne fait pas partie de nos projets politiques, pas plus qu'une béatitude mystique idiote à la française face à l'idée de nation. Bien souvent, l'horreur que produit le nationalisme israélien nous fait oublier que la résistance à ce dernier est aussi une forme de nationalisme. Beaucoup se disent contre le nationalisme en général, pourtant il n'y aurait pas de logique à rejeter le mot à cause d'une seule de ces deux parties.

Malgré tout, il est difficile de s'appropriier le nationalisme en bloc, autant qu'il est difficile de le renier intégralement. Mais si ce concept est bien un réceptacle à pensées politiques plus qu'un bloc idéologique compact et marqué à droite, il est possible de lui imposer les limites que nous souhaitons. C'est le principe même des idées indépendantistes de gauche, nous ne voyons pas dans le peuple breton un agrégat de pureté raciale mythifiée et inexistante. Nous ne voyons pas de couleur de peau ou de religion dans l'appartenance à la Bretagne. Le concept général anti-autoritaire, celui selon lequel personne ne peut imposer à quelqu'un une façon d'être ou de penser, n'est absolument pas en contradiction avec la lutte de libération nationale. Bien au contraire, si le projet est d'enclencher des transformations massives dans la société bretonne à partir des classes populaires, il est clair que l'indépendance ne peut aboutir sans le rassemblement le plus large possible autour de cette idée. Vouloir rassembler quelques Bretons typiques pour parader fièrement au nom de la nation, voilà le projet de droite. Rassembler les classes populaires dans toutes leurs diversités, voilà le projet de gauche. Ces différences sont simples mais essentielles à mettre en avant pour pouvoir se demander s'il faut se réapproprier le concept de nationalisme, et, si oui, comment.

Il faut, pour continuer sur ce sujet, penser à un point idéologique fondamental que le féminisme a apporté à toutes les luttes d'émancipation : la pratique de non-mixité et le slogan « ne me libère pas, je m'en charge ». L'idée est que toute oppression spécifique nécessite une résistance politique et idéologique venue des premières personnes concernées par cette oppression. La suite indique également que seules les opprimées décident de la façon dont elles s'organisent et de la façon dont elles théorisent leurs luttes. C'est là une immense leçon donnée à la cause bretonne, bien loin des apitoiements du nationalisme institutionnel breton qui cherche davantage à plaire à ses oppresseurs pour obtenir satisfaction qu'à les combattre selon ses propres idées et façons de faire. La leçon féministe ne doit pas être une copie/

collé, le but n'est pas de faire des réunions en non mixité entre Breton.ne.s. Nous considérons toutes les personnes qui vivent en Bretagne comme Breton.ne.s, nous n'avons donc pas besoin de nous isoler spécifiquement sur notre territoire pour nous auto-organiser librement. Mais l'idée parle tout autant à propos de la façon de définir notre lutte sur les concepts que nous revendiquons. Ce n'est pas à cause de la mauvaise image que véhicule la majorité des mouvements de gauche français sur le nationalisme - bien qu'ils en soient eux-mêmes souvent porteurs - que nous devons abandonner ce terme, idéologiquement ou stratégiquement.

Si l'indépendantisme de gauche breton prend de l'importance, le nationalisme lui sera systématiquement brandi au visage par ses adversaires assumés comme par ses alliés potentiels. Il faut donc penser à la façon dont on peut se l'approprier, ou alors choisir de se justifier sans arrêt pour montrer que nous ne sommes pas nationalistes, même si personne ne le croira tant que nous continuerons à défendre l'idée d'indépendance. Et que serait cette attitude si ce n'est de l'humiliation? Refuser d'entendre parler de défense de la langue bretonne si cela renvoie à du nationalisme, c'est comme refuser de parler d'égalité homme-femme si cela renvoie à du féminisme. Le premier comme le second peuvent d'ailleurs être bourgeois ou populaires, être l'expression d'une volonté d'émancipation ou un simple réajustement entre les élites de la société capitaliste. Laisser le nationalisme à la seule droite serait pour la cause bretonne l'équivalent d'un abandon du concept de féminisme à cause des groupes bourgeois qui s'en réclament.

Face à la société française particulièrement, il n'est pas toujours facile de s'approprier ce terme. Il serait pourtant très difficile pour nous d'en faire l'économie. Le concept nous laisse deux choix : se le réapproprier ou le subir comme un boulet idéologique permanent. Et puisqu'il n'y a que nous pour définir la lutte qui nous convient, il n'y a que nous également pour définir ce à quoi renvoie notre nationalisme.

Rien ne nous empêche d'être nationalistes et contre les frontières, partisan.ne.s d'une Bretagne libre, d'un pays sans barbelé où quiconque peut venir chercher refuge.

En somme, une nation ouverte sur le monde, ce qui pour le coup est une tradition bretonne fortement ancrée. Nous pouvons affirmer que notre nationalisme est un antifascisme, qu'il lutte pour le droit à l'existence, à la liberté, à la dignité et à la libre détermination des peuples comme des individus. Nous pouvons dire simplement que notre nationalisme est celui des classes populaires, qu'il ne peut concevoir la libération du pays sans la libération du peuple, c'est à dire la fin du capitalisme et des exploitations dont il dépend pour générer ses profits. Nous pouvons marteler que notre nationalisme est un féminisme, car une Bretagne libre défendant une soumission des Bretonnes n'est alors qu'une libération bafouée, laissant de côté la moitié de la population. Nous pouvons continuer à dire ce que nous sommes déjà en train de faire depuis longtemps, que notre nationalisme conçoit la défense du territoire et de la terre comme fondamentale, qu'il appelle nécessairement à la révolte contre les projets et les systèmes destructeurs pour la nature et les individus qui y vivent.

C'est la différence simple entre la gauche et la droite. Voir dans la nation un concept métaphysique, une vision dogmatique de l'histoire, de la langue et de la culture, ou y voir la communauté, toutes les personnes qui vivent sur un territoire commun avec leurs diversités. Il n'y a pas un nationalisme dans l'histoire, il y en a des milliers. Le

nationalisme breton lui-même est divers et la vision de gauche ici présentée n'est pas partagée partout. Néanmoins, si le projet est bien de rendre minoritaire la droite bretonne et donc les idées qu'elle porte, il faut penser ces questions de mots et de concepts. Jouer la carte du refus du nationalisme, c'est aussi le risque de laisser à cet adversaire un terrain idéologique breton trop large. Pour prendre l'ascendant, il nous faut le faire politiquement, mais aussi sur le terrain des idées. Accoler à l'idée nationaliste bretonne toutes les conceptions émancipatrices de gauche, voilà un bon début pour savoir que faire de ce concept.



# RÉCIT DE L'ACCROCHAGE D'UN GWENN HA DU SUR NOTRE-DAME- DE-PARIS EN 1972.

C'est une épisode des années 1970 qui a eu sa petite célébrité, dans un contexte d'agitation sur Paris autour des procès du FLB, un drapeau breton se retrouve accroché sur la cathédrale Notre Dame De Paris. Voici le récit raconté par un des membres de l'équipe qui est partie à l'escalade, ainsi qu'un retour sur sa trajectoire militante à Paris dans les années 1970, entre extrême gauche active et mouvement breton.

Pour commencer l'interview, pourrais-tu te présenter rapidement ?

Je m'appelle S. C., j'ai 66 ans et je suis sociologue à la retraite. Je suis né en Algérie en 1952, d'un père militaire non-breton et d'une mère de Saint-Brieuc. J'ai passé toute mon enfance au Sahara pendant la guerre d'Algérie, que j'ai donc vue comme gamin, avec un père qui y participait. En 1962 on est rentré en France où mon père a continué sa carrière.

Pourrais-tu nous décrire ta trajectoire politique ? Celle qui t'a conduit dans le mouvement breton.

J'ai commencé à être intéressé à la chose politique assez tôt. Je me souviens qu'à mes 13 ans j'avais été marqué par les élections présidentielles de 1965. C'était De Gaulle qui se présentait pour la première fois au suffrage universel, avec en face de lui un type inconnu, François Mitterrand, 2-3 autres, et surtout un candidat d'extrême-droite, Tixier-Vignancour, l'ancien avocat de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) et des généraux putschistes d'Alger. Je m'étais mis à regarder la télé et j'avais quand même trouvé que De Gaulle était largement au-dessus du lot et ça m'avait rendu De Gaulle sympathique. A côté de ça, je commençais à lire des bouquins, etc. En 1967 j'ai 15 ans et je décide de franchir le pas, sans avertir mes parents bien sûr : j'adhère à l'UIP (Union des Jeunes pour le Progrès) qui était les jeunesses gaullistes et également à un mouvement d'adultes, l'UDT (Union Démocratique du Travail), qui était la branche de gauche du mouvement gaulliste. Et donc arrive 1968, j'étais au lycée dans la région parisienne à Savigny-sur-Orge. Tout était communiste dans ce coin-là, et donc au lycée il y avait les IC (Jeunesses Communistes), très fortes, et les JCR (Jeunesses Communistes Révolutionnaires-Trotskyistes) qui avaient créé des Comités Vietnam-Nord, en soutien au Vietnam communiste. J'avais rejoint ces groupes là avec quelques autres copains lycéens et Mai 68 est arrivé là-dessus.

Donc tu étais dans la région parisienne lors de ces événements ?

Oui c'est ça. J'avais à peine 16 ans et quand je pouvais j'allais participer aux manifs. Ce qui m'a surtout marqué en Mai 68, c'était la liberté de parole, la possibilité d'atteindre des sujets de réflexion qui étaient nouveaux pour moi qui avait une éducation plutôt bourgeoise. Mais bon l'été 1968 on a quitté Paris, mon père était nommé à Menton. Alors à Menton, je me suis retrouvé bien seul et j'ai dû mettre mes activités politiques en sourdine. Retour à Paris en 1970, j'avais donc 18 ans et mes parents m'ont émancipé (la majorité était à 21 ans) sans me prévenir car mes activités politiques dérangeaient mon père, qui venait de prendre la direction militaire de Polytechnique. Je fais ma terminale à Massy, où là je rencontre l'extrême-

gauche et des gens du Secours Rouge. On est parti faire de l'alphabétisation, de l'entretien, etc, dans les bidonvilles essentiellement portugais dont on était au pied de nos immeubles. Le Secours Rouge était une structure politique et humanitaire d'extrême-gauche et c'est là que j'ai commencé à rencontrer des gens de la Cause du Peuple. Je passe le bac, mes parents quittent Massy pour aller dans le 13ème et je rentre à la fac de Jussieu en ethnologie. Alors là je ne pouvais pas mieux tomber : c'était LA fac gauchiste par excellence, où tu avais tout le panel politique d'extrême-gauche possible. C'est là qu'il m'est arrivé quelque chose, je ne suis pas sûr de quoi exactement. J'ai rencontré des bretons. Ça, plus le contenu des cours, ça a réactivé quelque chose en moi sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à défendre leur culture, leur langue. C'est de voir la guerre d'Algérie tout jeune qui m'a marqué. J'ai vu des choses pas très marrantes et donc cet univers de guerre a sûrement laissé des traces : une population qui veut se libérer et un Etat qui refuse, une guerre coloniale quoi.

Donc tu serais passé d'une intériorisation inconsciente sur ce qui c'était passé en Algérie, à une conscientisation plus claire ?

Oui et ça me permettait surtout de m'y raccrocher physiquement et intellectuellement : à part l'Algérie je n'avais jamais habité plus de 2 ans dans un endroit donc peu de copains, pas de solidarité territoriale. Et Jussieu c'est là où justement tu trouves des bretons et des gens des DOM-TOM qui venaient étudier l'ethnologie à cause de leur situation. Un jour, collectivement avec 3-4 bretons, on a décidé de s'engager pour la Bretagne. On a commencé par acheter chez Maspéro tout le stock de Bretagne Révolutionnaire, Breizh Dispac'h, qui était le journal du Parti Communiste Breton (PCB), et on allait le vendre à Jussieu, dans des marchés, etc. Mais bon tu ne développes pas un groupe avec ça, donc on décide d'adhérer au PCB en 1971. La section du PCB Paris s'étoffe très vite avec une vingtaine de personnes en quelques mois, dont une écrasante majorité de bretons. Notre section PCB était dans la gauche extrême, on était très lié à la Gauche Proletarienne / la Cause du Peuple de Jussieu, qui était très puissante, on participait à toutes les manifs qu'on pouvait et on est devenu les spécialistes des manifs un « peu » durs. On a même réussi à faire évoluer l'opinion des maoïstes sur la thématique bretonne. Après c'était des mao-sponxex (maoïstes spontanéistes), donc à priori preneurs de tout à partir du moment où ça bougeait. Maintenant pour ce qui est de l'Emsav, il faut recontextualiser.

Effectivement, qu'est-ce qui se passait dans le mouvement breton à cette époque et quelle était l'optique globale de votre groupe de militants vis-à-vis d'eux ?

Essentiellement 3 choses. Comme on était la section la plus nombreuse du PCB et assez éloignée de Bretagne, on était en stabulation libre : il n'y avait pas vraiment de suivi de la part de la direction, donc sur Paris on pouvait mener notre propre politique sans attendre les consignes, et on était très lié à l'extrême-gauche. Donc premier point : « gros » groupe en autogestion, lié à l'extrême-gauche. Le deuxième point c'est qu'à cette époque-là, dans les années 70, l'Emsav (le mouvement breton) était en difficulté, en recherche d'un renouveau, mais il restait globalement de droite. Et il apparaissait qu'il y avait l'émergence possible d'une population de gauche qui pouvait être attirée par la thématique bretonne. Donc en fait une occasion historique de faire basculer le mouvement breton majoritairement de droite à gauche. L'UDB était soi-disant de gauche mais elle travaillait toujours avec les mouvements de droite quand il y avait des élections ou des rassemblements sur le mode trop connu du « na ruz na gwenn, breizhad hepken » (ni rouge ni blanc, breton seulement), ça on ne supportait pas. Et le troisième point, c'est que l'actualité nous était favorable parce qu'en 1972, il y a eu le procès d'une douzaine de membres du FLB à la cour de sûreté de l'Etat. La défense était assurée par Yann Choucq, qui venait juste de démarrer, et maître Leclerc, futur responsable de la Ligue de Défense des Droits de l'Homme, membre du PSU (Parti Socialiste Unifié). Nous on se dit que c'est l'occasion rêvée en soutenant ces détenus et en popularisant le fait que leur combat était objectivement de gauche, d'aider à discriminer la droite du mouvement breton, de développer un nouveau discours politique de gauche. Je raccroche à ça le fait que notre groupe PCB s'était rapproché d'une revue plutôt théorique qui

s'appelait Sav-Breizh. Dans Sav-Breizh il y avait Philippe Le Sollicec, Yann Choucq, Éwan Vallerie, Alain Guell, le Banner, qui dirigera après la revue Ere à laquelle j'ai contribué plus tard, Xavier Ferrel, et Gwennhan Le Scouëzec. C'était surtout Philippe Le Sollicec qui dirigeait la revue et nous on l'appréhendait d'un point de vue ultra-gauche. Ça ne les dérangeait pas car comme nous ils pensaient que le mouvement breton était une catastrophe. Donc on se décide en 1972 à agir pour les détenus comme il y avait d'ailleurs une couverture médiatique réelle. D'un autre côté, nos rapports se sont un peu tendus avec la direction du PCB : nous on trouvait qu'ils ne foutaient rien, eux pensaient qu'on avait la grosse tête, donc ça à cette époque j'ai eu l'idée de profiter de notre départ du PCB pour créer un comité de défense des détenus, qu'on a appelé « les Bonnets Rouges – Comité de Défense des Prisonniers Politiques du FLB ». On a démarré avec agitation politique et sociale en lien avec la Bretagne, avec toute une série d'actions, parfois assez spectaculaires, le tout avec l'aide logistique et humaine de la Cause du Peuple. Par exemple, on avait fait des milliers de flyers qu'on avait balancé depuis le dernier étage des galeries Lafayette, qui étaient déjà un repaire de bougre à cette époque. On a commencé à être bien nombreux, entre 30 et 40, avec des profils variés : des étudiants, des universitaires, des chercheurs, des salariés, etc. Un chercheur au CNRS, FE, est venu nous voir, très intéressé, en nous disant que le cinéma pouvait être une bonne arme de propagande, qu'on devrait faire du cinéma populaire. Donc avec son aide on monte la section « cinématographique » des Bonnets Rouges : Torr e Benn, lui filmait et nous on s'occupait de la distribution, d'ailleurs tous ses films ont été versés à la cinémathèque de Bretagne. Le groupe marchait bien : on avait de la réflexion théorique avec Sav-Breizh, des militants sur le terrain avec les Bonnets Rouges, le projet de cinéma de lutte qui tournait...

**Lors de ce procès, une des actions que vous avez entreprises a été un des événements les plus médiatisés de ces années-là...**

Effectivement, on s'était dit que comme nos actions marchaient plutôt bien, il fallait frapper un grand coup. Avec quatre membres du groupe, on s'était mis à discuter. On est allé en parler à Yann Choucq qui nous a dit que c'était une super idée : mettre un grand Gwenn ha Du sur la flèche de Notre-Dame de Paris pendant la nuit. Dans la confiance il y avait donc Yann Choucq, un autre qui s'est déballonné mais c'est compréhensible, et nous trois : SP, HL et moi (les acronymes sont aléatoires et ne signifient rien). FE savait aussi mais il ne nous en croyait pas capable, mais heureusement qu'on lui avait parlé du projet car le drapeau du Vietnam-Nord avait déjà été mis 3 ans avant en haut de Notre-Dame de Paris et FE nous a dit qu'en redescendant un type des Comités Vietnam-Nord avait cassé des crosses sculptées qui servaient à mettre les pieds. Arrivé la veille de l'action, on trouve un copain pour nous héberger, un sympathisant du mouvement breton qui vivait dans Paris. On a mangé puis on s'est reposé et détendu. Les gars de la Cause du Peuple nous ont déposé en fourgonnette pas loin de Notre-Dame, après minuit. Il faisait clair et beau, pas de vent ni de pluie. Le crois qu'il y avait de la lune, mais elle ne donnait pas sur le bon côté de la cathédrale, de toutes façons avec l'éclairage diffus de la ville on voyait plutôt bien. On s'est mis dans une petite rue, côté opposé à la Seine. Il y avait un commissariat de police juste à côté dans une rue parallèle. On passe la grille de 2-3 mètres qui entourait le bâtiment. On commence l'escalade au niveau de la jonction entre les deux axes de la croix que forme de l'église, en montant par la gouttière en espérant qu'elle tienne, un par un, moi en deuxième. Je ne suis plus sûr du transport du Gwenn ha Du, je pense que c'était autour de la taille de SP qui montait en premier. Une fois arrivés au haut de la gouttière, donc au bas du toit, HL est resté pour surveiller ou aider en cas de problèmes. SP et moi on monte par la noue, la jonction entre les toits des deux axes, et on arrive sur le grand faitage, l'arête, du toit principal. La flèche est posée au niveau de l'intersection des faitages. On commence à escalader les crosses en pierre de la flèche, SP passe en premier. Heureusement qu'on savait qu'il en manquait sinon on aurait peut-être paniqué. On arrive à la boule vers le sommet, qui se déformait un peu sous notre poids. SP grimpe le plus qu'il peut et fixe le drapeau sur la flèche, moi de mon côté je fixe le bas puis on contrôle que le drapeau est dans le bon sens. On redescend tout en sens inverse en récupérant HL. Le tout fait en deux heures je dirais, on ne pouvait pas traîner de toute façon parce que la vie parisienne démarre tôt. On est parti chez FE qui ne vivait pas très loin. On le réveille, tout excité, pour lui

dire qu'on l'avait fait ». Il nous engueule comme pas possible parce qu'on le réveille, il pensait qu'on rentrerait bourrés d'une piste. On lui demande si on peut utiliser son téléphone pour avertir la presse. On appelle toute la presse nationale depuis l'appartement : France Soir et le Figaro, les Télé, la une, peut-être la deux aussi, en se faisant passer pour le FLB. On voulait surtout qu'ils aient le temps de mettre en image avant que le drapeau soit enlevé. Effectivement, le drapeau a été enlevé le jour même : ils ont descendu un escaladeur en hélicoptère, il a eu un peu plus de mal que nous mais je pense que pour 10h-11h il était enlevé. Mais ça a quand même fait un gros buzz dans tous les journaux nationaux et les télé ! Le lendemain on a repris le boulot militant tranquillement.

**Comment s'est terminée l'aventure du groupe des Bonnets Rouges et quelle a été la conséquence de vos actions ?**

On n'avait pas trop mal visé dans notre lutte parce qu'un peu plus tard Politique Hebdo, une revue d'extrême-gauche, a créé un Politique Bretagne, qui a marché plusieurs années, et à la Cause du Peuple ils ont créé Gwirionez (la Vérité), une revue sur les luttes en Bretagne. D'une part on avait réussi à rendre intéressant à cette extrême-gauche la matière bretonne, et pour nous c'était un accouchement, une réussite, car c'était pourtant des groupes souvent féroces contre les luttes de libération nationale... au sein de l'hexagone. D'autre part c'est après ce procès-là qu'on a pu dire que le centre de gravité de l'Emsav basculait à gauche voire à l'extrême-gauche. En 1973, d'un commun accord, le groupe s'est dissous avec l'idée que chacun rentre en Bretagne et s'installe dans un coin, travaille dans les champs, les usines, monte des projets locaux. Par contre Torr e Benn a continué à se développer avec l'arrivée de Jean-Louis Le Tacon. D'abord installé à Nantes, je suis ensuite arrivé dans le Centre-Bretagne en 1974, date à laquelle j'ai acheté la maison où nous sommes actuellement, où j'ai rencontré une fille.

# FACE À CEUX QUI DÉTRUISENT LE MONDE, TOUT REPRENDRE DEVIENT VITAL

« Les gilets jaunes ont installé en France une gigantesque ZAD  
Que l'on fasse donner la troupe »  
Les éditorialistes de merde

« On fera de vos ruines des palaces  
Et de vos œuvres, des coins à merde

On cherche les failles  
Où qu'on traîne, où qu'on aille

Tu nous vois pas  
nous vois pas  
nous vois pas  
Dans la boue sur le périph »  
Zone infinie



Zad de gilets jaunes, Est de la France

Par un étrange retour des choses, cet hiver aura vu ressurgir sur les ronds points ces mêmes cabanes que l'état s'était évertué à détruire au printemps dernier sur la ZAD, et à l'automne 2016 à Calais. Elles étaient au départ les campements de fortunes de ceux qui ne voyaient plus d'autres solutions que d'occuper les routes revêtus d'un gilet fluo pour se faire entendre. Elles sont depuis, en étant devenues les espaces de vie, de rencontre et d'ébullition d'une foule de gens qui bien souvent avant ne se connaissaient pas, un symbole frappant de la nécessité urgente qui est la nôtre de reprendre le monde des mains de ceux qui ne sont bons qu'à le détruire. Destruction qui se fait bien sûr en bousillant nos existences au passage.

Il est clair que nous vivons aujourd'hui quelque chose d'inégalé depuis Mai 68. Il se dit même que jamais, pas même lors des journées de juin 1848, ou lors de la Commune de Paris en 1870, les quartiers bourgeois de la capitale française ne furent à ce point ravagés par une population insurgée. Pourtant force est aussi de constater que quelque chose patine. Que malgré une force et une efficacité inédites, accompagnées du soutien massif de la population, la brèche ouverte par les gilets jaunes peine à mobiliser si massivement que ça dans la rue. Comme si, majoritairement, la révolte se vivait par procuration. Par de-là le soulèvement, celle-ci peine à esquisser un horizon à la fois suffisamment crédible et désirable pour rallier à elle, sur le terrain, l'ensemble croissant de ceux qui rejettent le monde, toujours plus absurde et inique, qui nous est imposé. De cela s'explique sans doute le succès pour le RIC, devenu soudainement la revendication principale de certains gilets jaunes. Une fausse bonne solution magique, donnant l'illusion de pouvoir tout changer sans avoir à remettre trop en cause le fonctionnement du système en profondeur. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de revenir sur l'origine d'un certain nombre des éléments à la base de notre société et sur la manière dont - derrière leur apparente banalité - ils nous privent de toute perspective de changement réel.

## État, Capitalisme et Modernité ou civiliser les sauvages dans le sang ...

Nous vivons dans une société où les êtres n'ont que rarement été aussi isolés et pacifiés. Isolés au travail sur la chaîne ou dans l'open-space, isolés dans la queue de la caisse au supermarché, isolés dans l'isolement du bureau de vote, isolés pour payer les crédits et les factures à la fin du mois... C'est que depuis son avènement - il y a maintenant plusieurs siècles - tout le triomphe de ce que l'on nomme la Modernité se fonde sur l'atomisation croissante des individus. Ce que la vision bourgeoise du monde présente comme l'aboutissement ultime de l'évolution de l'Humanité s'apparente à la séparation des individus avec les moyens de production qui autrefois garantissaient leur subsistance et leur autonomie. Evolution qui fait des individus des pions quasiment interchangeables, totalement dépendants de l'État et de l'économie capitaliste.

Marx a désigné sous le terme de processus d'accumulation primitive la manière dont le capitalisme a pu triompher en Angleterre à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant de se répandre sur le reste du monde. Ce triomphe n'avait alors rien d'évident, il nécessitait un afflux de capitaux nouveaux, permettant des investissements à une échelle inédite rendant possible la révolution industrielle. Un déversement de capital qui ne pouvait

pleinement se réaliser que grâce à l'existence d'une main d'œuvre asservie, vouée à faire tourner les machines de cette même révolution industrielle. Il a pu se réaliser en se basant d'une part sur les profits énormes réalisés grâce au pillage des richesses des Amériques, au massacre des Amérindiens et à la traite négrière. Mais il également fallut mener de violentes attaques contre les communautés paysannes britanniques (privatisation des anciennes terres communes servant à tous et permettant la survie des plus pauvres, expulsions de communautés entières, hausses brutales des loyers), pour détruire l'autonomie de celles-ci et obliger à l'exode un maximum de leurs membres. Une fois éparpillés, privés de leurs réseaux de solidarités communautaires et séparés des moyens de production à même d'assurer leur subsistance, ces individus n'avaient plus d'autre choix que de tenter de survivre dans les mouroirs que constituaient alors les premières grandes villes industrielles.

Le travail salarié, qui est aujourd'hui une des normes de base de notre société, était loin d'être une condition s'imposant comme allant de soi pour nos ancêtres qui, au contraire, le rejetaient et le fuyaient. L'incorporation par le prolétariat de la perception, moderne, du travail comme un impératif moral autant qu'un idéal de vie, s'est faite au prix de longs siècles de violentes répressions. Le développement du capitalisme moderne nécessitait en effet une main d'œuvre importante, qui était loin de forcément vouloir y collaborer. Les communautés populaires rurales ne cherchaient rien sinon à assurer leur reproduction et cela était aussi valable pour leurs membres. Ainsi l'adversaire auquel fut confronté au premier chef l'esprit du capitalisme (...), ce fut le mode de sensibilité et de comportement qu'on peut qualifier de traditionalisme. Pour illustrer ce traditionalisme, Max Weber prenait l'exemple de travailleurs agricoles allemands du XIXe siècle, desquels on voulait tirer une meilleure cadence en augmentant leur rémunération à la tâche et qui en réponse baissèrent leur rythme de travail.

L'homme qui jusque-là avait fauché quotidiennement 2,5 arpents de céréales à 1 mark l'arpent, gagnant ainsi 2,5 marks par jour, ne fauchait pas 3 arpents, comme on l'espérait, après avoir relevé le taux de rémunération du travail à la pièce de 25 pfennigs par arpent, en saisissant l'opportunité d'un gain élevé, pour gagner ainsi 3,75 marks (...). Il ne fauchait plus que 2 arpents par jour, parce qu'ainsi il gagnait autant qu'auparavant, à savoir 2,5 marks, et que, de la sorte, il avait, selon la parole biblique, « à suffisance ». Le supplément de gain l'attirait moins que la réduction du travail ; il ne se demandait pas : combien puis-je gagner par jour si je fournis le maximum de travail possible, mais : combien faut-il que je travaille pour gagner la même somme de 2,5 marks, que je percevais jusqu'ici et qui couvrait mes besoins traditionnels ? C'est là précisément un exemple du comportement qui doit être qualifié de « traditionalisme » : l'homme ne veut pas « par nature » gagner de l'argent et encore de l'argent, mais simplement vivre, vivre comme il a l'habitude de vivre, et acquiescer ce qui est nécessaire à cette fin. Partout où le capitalisme moderne a commencé à mettre en œuvre l'augmentation de la « productivité » du travail humain par augmentation de son intensité, il s'est heurté à la résistance infiniment coriace de ce motif conducteur (...) du travail économique précapitaliste<sup>1</sup>.

Pierre Clastre décrit le même rapport au travail chez les membres des petites communautés amérindiennes qu'il a étudié. Celles-ci sont pourtant fort différentes, regroupant ensemble des peuplades nomades de chasseurs cueilleurs et des tribus d'agriculteurs sédentaires, de langues et de cultures très diverses.

1. Max Weber. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme

L'avantage d'une hache métallique sur une hache de pierre est trop évident pour qu'on s'y attarde : on peut abattre avec la première peut-être dix fois plus de travail dans le même temps qu'avec la seconde ; ou bien accomplir le même travail en dix fois moins de temps. Et lorsque que les Indiens découvrirent la supériorité productive des haches des hommes blancs, ils les désirèrent, non pour produire plus dans le même temps, mais pour produire autant en un temps dix fois plus court<sup>2</sup>.

La relative opulence et tranquillité de nos sociétés occidentales n'a ainsi que trop tendance à nous faire oublier que le capitalisme n'a pu s'imposer et ne peut continuer à le faire que par la violence, la spoliation et la destruction des modes de vie qui lui préexistaient. Car il ne peut s'établir que là où il est parvenu à forcer préalablement les populations à lui fournir leurs forces de travail, c'est-à-dire à les rendre majoritairement dépendantes du salariat. S'il ne le peut il n'hésite parfois pas à les réduire en esclavage, ce qui passe toujours par l'accaparement des ressources qui autrefois étaient communes, la destruction des anciens modes de production collectifs et l'exercice d'une contrainte plus ou moins brutale. Le Capital vient au monde suant le sang et la boue par tous les pores, disait Marx. C'est ainsi qu'au massacre des Amérindiens, à la traite négrière, à la mise en vente et sous enclos privés des grands espaces américains et des terres communes anglaises et écossaises et à la destruction des communautés paysannes britanniques, répond aujourd'hui les massacres des populations du Kivu au Congo et leur réduction en esclavage dans des mines d'où sont extraits les minerais (coltan, cassitérite et cuivre notamment). Des mines indispensables à l'industrie numérique mondiale, le tout dans l'indifférence totale et complice de la communauté internationale<sup>3</sup>. Aujourd'hui se poursuit également la destruction et la privatisation chaque année de millions d'hectares de forêts tropicales et de terres agricoles jusque là communs en Afrique, en Indonésie et en Amazonie et l'expulsion violente des communautés paysannes, pastorales ou de chasseurs-cueilleurs qui y vivaient encore en autonomie par rapport à l'économie capitaliste. De la même façon, une énorme partie du continent asiatique a été transformée en un abominable et gigantesque atelier de production et d'assemblage.

En parallèle et complémentarité du capitalisme, les États modernes n'ont eux aussi pu se constituer qu'en s'acharnant à détruire et soumettre la multitude des formes d'organisations sociales des populations qui leur préexistaient. De la fin du XVI<sup>e</sup> siècle à celle du XIX<sup>e</sup>, toute l'histoire de l'unification de l'État français moderne peut ainsi se résumer à une succession de troubles, d'insurrections et de révoltes populaires. Des révoltes qui purent se manifester contre l'unification du système de taxes et d'impôts, la conscription, l'imposition de lois et normes nouvelles et contraires aux mœurs locales, ainsi que contre ceux chargés de l'application : gendarmes, juges, représentants locaux et autres collecteurs d'impôts en tous genres. Ainsi, des documents de la sous-préfecture de Châteaulin datant des années 1850 indiquent que les gendarmes étaient fréquemment attaqués lorsqu'ils s'en prenaient aux coutumes locales (jeux, boissons, braconnage, désordre et vires des jours de pèlerinage et de foire), spécialement lorsque leur intervention entraînait des arrestations ou des confiscations. Loin d'être française, les campagnes de l'hexagone étaient alors peuplées d'habitants aux modes de vie, aux coutumes et aux parlers distincts, ancrés dans un nombre de terroirs incalculables. Pour ceux-ci, la France

2. Pierre Clastre. La société contre l'État

3. Le Congo est l'un des pays les plus pauvres au monde - si ce n'est le plus pauvre, alors qu'il dispose d'un sous-sol parmi les plus riches de la planète. (...) Autant dire que nous avons tous du Congo dans nos poches, dans nos salons ou sur notre bureau. Voir à ce sujet l'excellent article de Contretemps. Le Congo (RDC) : un génocide au XXI<sup>e</sup> siècle ? D'un massacre de masse déterminé par l'industrie numérique, [www.contretemps.eu/congo-rdc-genocide-industrie-numerique/](http://www.contretemps.eu/congo-rdc-genocide-industrie-numerique/)



signifiait l'étranger, la contrainte et la répression. Pour les paysans d'Ille-et-Vilaine, comme le déplorait un fonctionnaire en 1875, la France c'était les impôts. Ou pour le dire plus simplement : Être Français signifiait, être gouverné par des administrateurs français<sup>4</sup>. En parallèle à l'extension de son impérialisme à l'ensemble des continents à travers la constitution d'un empire colonial, la France n'a pu se construire qu'en « civilisant » violemment ses populations rurales par le biais d'une forme de colonisation intérieure.

En 1675 la volonté du roi de France d'imposer de nouvelles taxes en dépit du refus du parlement de Bretagne, garant des libertés de la province et la rumeur de l'étendue prochaine de la gabelle, l'impôt sur le sel - à la Bretagne qui en était jusque-là exemptée - y entraîna des émeutes dans de nombreuses villes et le soulèvement général de toute une partie de la Basse-Bretagne. À partir de 1793 l'imposition de la conscription, les persécutions religieuses et l'accaparement du pouvoir par la bourgeoisie va entraîner le basculement dans le camp contre-révolutionnaire des campagnes du nord-ouest de l'hexagone, pourtant initialement acquiescentes à la révolution française. S'ensuivront des années de guerres civiles. Dans les deux cas, en 1675 comme lors de la chouannerie, les révoltes sont réprimées dans un bain de sang qui se double d'une mission civilisatrice auprès des populations rebelles. En plus de la terreur et de la soumission, c'est l'acceptation de normes nouvelles qu'il s'agit d'inculquer à des populations perçues comme barbares. La répression de 1675 s'inscrit par exemple à un moment où la Bretagne est sillonnée depuis plusieurs décennies par des missionnaires chargés d'inculquer un catholicisme particulièrement aliénant et rétrograde à des paysans aux mœurs encore par trop païennes. En toute logique c'est à eux, le tristement célèbre père Maunoir en tête, que l'on va faire appel pour seconder les soldats du roi dans leur sinistre besogne répressive, afin d'arracher sous la menace de l'enfer éternel l'ultime repentir des révoltés vaincus avant leur mise à mort. C'est ainsi que les massacres suivant les insurrections de 1793 en Bretagne et en Vendée se feront au nom de la liberté et des lumières, sans chercher à comprendre les aspirations et les motifs des révoltés, immédiatement enfermés dans le stéréotype de la réaction et de la barbarie.

En 1870 la levée d'une armée de 60 000 hommes en Bretagne pour faire face aux Prussiens qui assiègent alors Paris et se rapprochent du Mans, n'entraîne pas de heurts mais se fait sans enthousiasme. « le sentiment d'appartenir à une « nation » aux buts évidents à tous est encore loin de se trouver universellement partagé »<sup>5</sup>. Cette foi c'est cependant les autorités françaises elles-mêmes qui refusent de voir dans les conscrits bretons de véritables citoyens de la nation. On refuse de leur fournir des armes et de les envoyer au combat, préférant laisser crever dans les boues du camp de Conlie une armée d'appelés vus avant tout comme des sauvages et de probables ennemis intérieurs. Une partie d'entre eux sera finalement envoyée au front presque sans armes pour s'y faire massacrer.

Enfin en 1914 la mobilisation se fait sans heurt et même avec enthousiasme. Des décennies de propagande et de formatage idéologiques dans les écoles de la Ille République ont instillé la France partout, même dans la masse de ceux qui ne maîtrisent pas la langue sacrée de la République.

On voit résumé ici, en 250 ans à peine, le renversement complet du rapport à l'État au sein des populations bretonnes. Ce résumé n'est pas valable que pour la Bretagne.

4. Les citations en italiques sont extraites de *La fin des terroirs, la modernisation de la France rurale 1870-1914*, de l'historien américain Eugen Weber.

5. Jean-François Tanguy *La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale, 1870-1914*

mais vaut pour toutes les populations de l'hexagone. Il faut ajouter que, partout, la guerre de 14 - en plus d'avoir été l'abominable boucherie que l'on sait - a été ce qui est venu réellement achever l'intégration à la nation et la création de la France. En plus d'avoir fait couler ensemble le sang d'à peu près tout ceux que l'hexagone pouvait désigner comme étant ses citoyens, elle est ce qui est venu définitivement liquider la culture orale des populations des campagnes et avec elle l'infinie richesse et diversité de la civilisation paysanne, qui constituait l'ultime rempart pour ses membres à cette intégration. Ce n'est qu'après la guerre de 14 que les Bretons ont commencé à cesser de parler breton, et son réellement devenus des citoyens Français.

### La société de consommation, ou la foule solitaire...

Le paradigme dans lequel nous vivons actuellement, qui fait du travail salarié et de la citoyenneté la base de l'identité de chaque individu, n'a donc rien de naturel. Il n'est pas le produit d'une évolution linéaire de l'histoire vers toujours plus de progrès, comme on l'enseigne dans les écoles. Il est le fruit de l'imposition par la violence de nouveaux rapports sociaux à des populations qui les rejetaient farouchement, car contraires à leurs visions du monde et à leurs intérêts. Bien sûr, les choses ne se sont pas déroulées partout de la même manière ni au même moment. Il est question ici d'un processus historique sur le temps long, processus historique d'ailleurs toujours en cours là où on cherche encore à étendre l'emprise du salariat et de l'État à ceux qui y sont encore étrangers. À chaque endroit, le contexte politique et social local ainsi que les stratégies de résistance plus ou moins victorieuses des populations ont produit des situations uniques.

La Bretagne, au contraire de l'Angleterre, n'a longtemps été que très peu industrialisée, tandis que ses paysans et ses campagnes restaient largement en dehors du monde de l'économie capitaliste. Ce n'est qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, avec le plan Marshall, et plus encore à partir des années 1960 avec le remembrement forcé et la transformation de notre péninsule en pré-carré de l'industrie agro-alimentaire, que les rapports sociaux propres au capitalisme moderne vont réellement y devenir dominants. Auparavant, une classe ouvrière cantonnée dans les quelques villes destinées à l'industriel d'alors (Nantes, Saint-Nazaire, Brest, Lorient...), y cohabitait aux côtés d'une population tirant encore largement ses ressources des modes de productions et d'échanges traditionnels (agriculture, pêche, artisanat et petit commerce). Ces façons de faire étaient inscrites dans des logiques locales et communautaires, moins vouées au profit qu'à la reproduction de l'ordre social existant (pour le meilleur comme pour le pire). Cet assemblage formait par moment un cocktail explosif, celui d'une classe ouvrière et d'une population demeurant encore largement détentrice de ses moyens de production, avec laquelle cette même classe ouvrière entretenait des rapports étroits, en étant elle-même souvent fraîchement issue. À Douarnenez, où une division genrée de la société traversant toute la ville jusqu'au sein des couples, entre d'un côté des femmes ouvrières dans les sardineries du port et de l'autre des hommes marins-pêcheurs encore indépendants, a permis de souder ensemble l'entièreté de la communauté de la ville contre les patrons honnis lorsque les ouvrières des usines se mirent en grève. Plus proche de nous, lors du mois de mai 68 nantais et de la grève du Joint Français

3. « Le Congo est l'un des pays les plus pauvres au monde - si ce n'est le plus pauvre, alors qu'il dispose d'un sous-sol parmi les plus riches de la planète (...) Autant dire que nous avons tous du Congo dans nos poches, dans nos salons ou sur notre bureau... Voir à ce sujet l'excellent article de Contretemps : Le Congo (RDC) un génocide au XXI<sup>e</sup> siècle ? D'un massacre de masse déterminé par l'industrie numérique. [www.contretemps.eu/congo-rdc-genocide-industrie-numerique/](http://www.contretemps.eu/congo-rdc-genocide-industrie-numerique/)

en 1972 à Saint-Brieuc, des paysans et petits commerçants se mirent spontanément à ravitailler les ouvriers en grève.



Paysans opposés au renouveau; Enquibien, lundi 1er octobre 1973, photo de Guy Le Querrec

Au de-là de la Bretagne, s'il ne fut possible d'abord de discipliner les travailleurs au salariat et à l'horreur des premières usines que par la contrainte, l'atomisation et la séparation de leurs communautés d'origines, la bourgeoisie a dans un second temps, et malgré elle, permis de faire émerger un acteur collectif historique majeur : le prolétariat. Du XIXe siècle à la seconde moitié du XXe siècle, la classe ouvrière va réussir à s'imposer comme un sujet politique puissant, organisé et capable de menacer et de renverser l'ordre établi pour faire valoir ses propres intérêts et imposer d'autres projets de société. C'est au cours de cette époque que dans les imaginaires réactionnaires de la bourgeoisie et de la noblesse, les ouvriers succèdent aux paysans dans le rôle des classes dangereuses, barbares et assoiffées de sang et que les campagnes y deviennent le refuge immuable des valeurs de l'ordre, de la morale et de la tradition face au péril du prolétaire, le couteau entre les dents. Dans l'hexagone, la puissance du mouvement ouvrier va atteindre son paroxysme entre 1936 et 1968. Sur ces deux années, des grèves générales ont connu respectivement jusqu'à deux et dix millions de grévistes. Ces épisodes contestataires ainsi que la mise en application au sortir de la guerre du programme du Conseil national de la résistance, font former en trois décennies les bases du système social français. Un système qui, pour une majorité de la population, va s'établir aussi comme le modèle de société indissociable de ce que sont la France et l'identité française : congés payés, semaine de 40 heures, salaire minimum, généralisation du système de Sécurité sociale, nationalisations massives (banques, assurances, gaz et électricité, usines Renault...), système d'assurance chômage...

Tout ces acquis sociaux sont conquis dans un contexte d'offensivité extrêmement forte du mouvement ouvrier et de crainte d'une révolution communiste. Les grèves de 1936 et 1968 paralysent le pays, prennent de court et débordent complètement les directions syndicales et les partis de gauche. Ces derniers qui avaient négociés avec le gouvernement, déploieront toute leur énergie à pousser à la reprise du travail. Il ne faut pas non plus négliger qu'après la libération, une partie importante du patronat sort ternie par la collaboration, que dans le sillage de la Résistance, la violence - y compris armée - apparaît chez les classes populaires comme un moyen d'action bien plus efficace et légitime qu'aujourd'hui. Ouvriers et paysans sont à l'époque encore très largement armés et nombreux sont chez eux ceux qui ont résisté. En 1947 et 1948, d'autres grèves massives paralysent le pays, prenant par endroits une dimension insurrectionnelle. L'armée y est déployée. Dans le bassin minier en 1948, 5 mineurs sont tués, dont 2 anciens FTP lors d'une fusillade avec la police. Plus de 1 000 grévistes écoupent de peines de prison, souvent lourdes. En 1968 à l'usine Sud-aviation de Bouguenais près de Nantes, première usine occupée des événements de mai, le directeur est séquestré par des ouvriers armés de fusils<sup>6</sup>.

Mai 68 va ouvrir une séquence politique et sociale nouvelle qui va s'étendre sur plus d'une décennie, jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et tout se qu'elle va comporter de déceptions et de trahisons. Au mouvement ouvrier déjà en perte de vitesse, s'ajoute une foule de luttes nouvelles qui viennent combattre la civilisation bourgeoise dans son ensemble : féminisme, écologie, luttes LGBT, luttes de libération nationale... En Bretagne cela forme un cocktail particulièrement explosif. Au moment du basculement à marche forcée des campagnes dans le mode de production capitaliste et de la fin annoncée de la civilisation paysanne, toute une génération décide de se réapproprier son identité et la gestion de son territoire.

Mais les décennies qui suivent la fin de la seconde guerre mondiale vont aussi être celles de l'entrée des pays d'Europe de l'Ouest dans la société de consommation, en reproduisant le modèle américain. Se forme alors le compromis social que l'on a connu jusqu'à aujourd'hui : les acquis sociaux, combinés à une profusion inédite de produits et de services, permettent d'acheter la paix sociale tout en fournissant des débouchés à la production des grandes firmes capitalistes. Le citoyen occidental devient alors peu à peu plus utile à l'économie mondiale en tant que consommateur qu'en tant que travailleur obligé de vendre sa force de travail, au moment même où la production industrielle est progressivement délocalisée ailleurs dans le monde. En 1970 le sociologue Jean Baudrillard pouvait ainsi écrire que le problème fondamental du capitalisme contemporain n'est plus la contradiction entre « maximisation du profit » et « rationalisation de la production » (...), mais entre une productivité virtuellement illimitée (...) et la nécessité d'écouler les produits. Il devient vital pour le système dans cette phase de contrôler non seulement l'appareil de production, mais la demande de consommation, non seulement les prix, mais ce qui sera demandé à ce prix. Et de poursuivre, le dressage actuel à la consommation systématique et organisée est l'équivalent et le prolongement, au XXème siècle, du grand dressage, tout au long du XIXème siècle, des populations rurales au travail industriel. Le même processus de rationalisation des forces productives qui a eu lieu au XIXème dans le secteur de la production trouve son aboutissement au XXème dans le secteur de la consommation.

6. L'usine employe de nombreux briérons, connus pour former une communauté de chasseurs soudée autour de la défense de la propriété collective du marais de Brière.

Le système industriel, ayant socialisé les masses comme force de travail, devait aller plus loin pour s'accomplir et les socialiser - c'est-à-dire les contrôler - comme forces de consommation. Les petits épargnants ou consommateurs d'avant guerre, libres de consommer ou pas, n'ont plus rien à faire dans ce système. Toute l'idéologie de la consommation veut nous faire croire que nous sommes entrés dans une ère nouvelle (...). Il n'en est rien. Production et consommation - il s'agit là d'un seul et même grand processus logique de reproduction élargie des forces productives et de leur contrôle. (...) Les besoins et les satisfactions des consommateurs sont des forces productives comme les autres (force de travail, etc.)<sup>7</sup>.

7. Jean Baudrillard,  
La société de  
consommation

Ce compromis social va lentement sonner la fin du mouvement ouvrier et du péril révolutionnaire. En 1981, les espoirs pourtant vite trahis, soulevés par l'accession de Mitterrand au pouvoir, liquident les derniers soubresauts de la décennie post-68. Le monde ouvrier se délite pour se fonder dans le concept fourre-tout de classe moyenne. L'heure est désormais au consumérisme comme seul horizon, à la compétition pour l'ascension sociale et à l'isolement derrière le muret de son petit pavillon de banlieue. En même temps que le mouvement ouvrier, disparaissent aussi presque en totalité les formes de vie populaires basées sur la détention collective des moyens de production : les campagnes sont ravagées, la grande majorité des fermes disparaissent, le lien social s'y délite et le petit commerce est remplacé par la grande distribution. En Bretagne, l'une des dates majeures marquant la liquidation des modes de production et de subsistance traditionnelle est l'émeute qui voit les marins-pêcheurs prendre Rennes en 1994 et incendier le Parlement de Bretagne, face à leur condamnation certaine à brève échéance par l'ouverture à la concurrence européenne du marché du poisson.

## Nique Homo oeconomicus on est tous des casseurs-cueilleurs

Les gilets jaunes sont des migrants de l'intérieur, abandonnés par leur propre pays, cette citation du philosophe Bruno Latour dans une interview récente donnée au site d'information Reporterre résume assez bien la situation de tout ces gens qui, bien souvent, manifestent pour la première fois de leur existence. Comme nous l'avons dit précédemment, un accès minimum à la société de consommation et la garantie d'un certain nombre d'acquis sociaux sont depuis maintenant plusieurs décennies constitutifs de ce qui fait l'identité française. Le salarié est près à exercer son devoir citoyen de travailleur parce qu'il sait qu'en échange il aura le droit à une rémunération minimum, avec laquelle il aura accès à un certain nombre de biens et de services. Avec ce qu'il cotise et paie en impôts, il aura droit à des services publics et le cas échéant, à un certain nombre de prestations sociales. C'est ce que l'on nous enseigne dès tout petit dans les manuels scolaires, en omettant bien sûr largement les grèves massives et les rapports de force violents qui ont forcés l'État et les classes dirigeantes à ce compromis. Toute la propagande nauséuse sur ces *profiteurs d'assistés* est basée là-dessus.

Bien sûr, cela a toujours été une vaste blague car le travail salarié n'a jamais été un moyen de s'assurer que chacun participe équitablement au bon fonctionnement de la

société, seulement celui de permettre que presque tous participent à l'enrichissement des classes possédantes sans créer trop de désordre. Mais ce compromis social a permis de garantir une réelle paix sociale pendant près de 50 ans. Et même si cela commence à faire un bout de temps maintenant que tout ce qui en faisait les bases est détricoté petit à petit, il était toujours possible jusque-là de mettre ça sur le compte de sacrifices nécessaires à faire le temps de surmonter la crise et de rembourser la dette. Sauf qu'aujourd'hui, ceux qui tiennent les rênes de l'économie ont atteint un tel niveau d'omnipotence, qu'il est moins crucial pour eux de s'assurer la paix sociale. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que les classes dominantes ne cherchent même plus à entretenir une illusion de compromis et placent à la tête de l'État un banquier, dont le but est de liquider tous les acquis qui permettaient de justifier auprès du plus grand nombre la nécessité du salariat et du capitalisme.

C'est la compréhension de la trahison de ce compromis que les gilets jaunes manifestent dans leur rejet des taxes et des impôts. Un rejet que la gauche, avec ses décennies de retard, n'a d'abord été capable d'analyser que comme du poujadisme. À quoi bon payer cotisations et impôts quand les services publics ferment et que l'on sait que l'on ne touchera pas de retraite ? Les fuites permises par les macronleaks révèlent ainsi que avant l'élection de Macron déjà, son équipe de campagne parlait de la nécessité d'instaurer une taxe sur le carburant sous couvert de fiscalité écologique, afin de permettre le financement des futurs cadeaux fiscaux qui seront faits aux riches. On touche là à quelque chose d'à la fois d'inédit et de majeur. En effet, pris dans une contradiction (entre la casse des salaires, des prestations sociales et la nécessité du maintien de l'expansion d'une société de consommation nécessaire à l'accroissement de ses taux de profits), le système multiplie les dispositifs qui s'apparentent de plus en plus à de la vente forcée (hausse des taxes sur les postes de dépenses contraints comme le carburant, obsolescence programmée, prime à la casse et durcissement du contrôle technique pour pousser à changer de véhicule ...).

La tragédie de notre époque, c'est que nous sommes à un moment où le mouvement ouvrier et la civilisation paysanne ayant été liquidés, le capitalisme a les coudées franches pour s'enfoncer dans une fuite en avant destructrice. Une fuite qui se déroule au moment même où la catastrophe écologique est imminente. Ceux qui tiennent les rênes du monde ne savent pas vivre autrement que dans la destruction toujours plus poussée de tout ce qui les entoure pour augmenter leurs taux de profits. Il ne reste pas d'autre choix que de prendre la juste mesure de la situation, à savoir qu'il n'y a plus rien à attendre de l'État, ni d'aucune autre solution qui viendrait d'en haut. Ceci nécessite d'abord de se débarrasser de toute une série de mythes inscrits en nous depuis l'enfance et produits de plusieurs siècles d'idéologie bourgeoise. L'idéologie du progrès et de la supériorité de la civilisation occidentale sur le reste du monde, le consumérisme et l'ascension sociale érigés en idéaux de vie, la croyance en l'État et ses institutions comme représentants de l'intérêt général, et enfin l'individualisme moderne et son découpage de chacun en une triple identité - citoyen, salarié et consommateur - à chaque fois faible et isolée (*vote, travaille, consomme et ferme ta gueule*). Ceci nécessite ensuite de rompre avec la situation de dépossession de la maîtrise de vivre qui ne sont pas basées sur le profit et la destruction du vivant, mais sur une multitude de formes d'autonomies collectives imbriquées les unes avec les

autres. Dans cette société, l'habitat auto-construit et la propriété collective sont, de fait, presque interdits. Dans cette société, on envoie les forces de l'ordre pour détruire la moindre cabane et dans le même temps on bétonne à tout va pour construire des zones commerciales. Dans cette société, les normes de contrôles sanitaires sont faites pour détruire les paysans et les petits producteurs, au bénéfice de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution. Au vu de décalage entre les aspirations et les réalités effectives, il est évident que des changements radicaux ne pourront se faire qu'en assumant une certaine forme d'illégalisme et de sécession avec l'ordre dominant.

La force de ce qui a fait la ZAD, comme d'aujourd'hui les gilets jaunes, c'est d'avoir permis à des milliers de personnes qui ne se connaissaient pas de converger ensemble, pour tenter de bâtir quelque chose de réellement nouveau. À nous de faire en sorte que ce qui s'esquisse dans le bocage comme sur les rond-points se propage partout. Tout reprendre devient vital.



Zad de Notre-Dame-des-Landes, printemps 2018

## LE RETOUR DE LA VIOLENCE ?

L'époque est agitée, ce n'est plus une information. Des émeutes dans les manifestations - ou plutôt quelques restes de manifestations dans les émeutes de quartiers populaires qui s'enflamment, plus rien de tout cela ne surprend. Les discours sur l'horrible et insoutenable expression de la moindre violence révolutionnaire sonnent maintenant creux et pour cause, ils sont davantage taillés pour l'événement éphémère que pour l'installation permanente. Le moule est pensé pour ce que la violence devrait être quand tout va bien, quand les riches restent riches et que les puissants restent puissants : un épiphénomène, fruit de quelques cerveaux dérangés. Ces discours marchent moins bien quand la violence devient - ou plutôt redevient - une des réalités évidentes de la vie politique et de la contestation.

Les Bonnets Rouges sont nés d'une émeute à Pont de Buis et à Quimper. Ces derniers ont fait plier le gouvernement par des portiques en flammes et des attaques multiples et radicales. Une petite zone bretonne de Loire Atlantique a pu rester une zone émancipée de l'État grâce à la violence. Les mobilisations sociales ont fait peur aux élites par la radicalité et la montée en puissance de la contestation incontrôlable des cortèges de tête. Et les Gilets Jaunes ont également fait démonstration que samedi après samedi, les discours de l'anti-violence tombent en désuétude. Sur toutes ces thématiques, une vaste lutte exclusivement pacifique aurait produit le mépris des gouvernants qui assument et revendiquent de ne plus rien céder. Au lieu de cela, la violence a plutôt provoqué une peur viscérale dans leur rang, car de l'autre côté aussi, on commence à répondre qu'il n'y a plus rien à céder.

Certes tous ces mouvements ne se résument pas à leurs épisodes, leurs propensions ou leurs actes violents. Il n'y a pas d'équation magique entre lutte radicalement violente et victoire. Il y a néanmoins probablement une équation entre lutte exclusivement non violente et défaite. Gandhi, Mandela, Luther King, et d'autres icônes de la non violence sont généralement retenues hors d'un contexte de lutte bien plus grand qui les entoure. En général, ce contexte, qui porte toujours une part ou une autre de violence, s'efface au profit du récit individuel héroïque, taillé pour un biopic hollywoodien. Qui sait que Mandela a purgé des années de prison pour avoir lutte les armes à la main et non pas à cause d'un sitting ?

En ce qui concerne les luttes indépendantistes en Europe occidentale, la chronologie de la violence prend maintenant d'étranges tournures. L'Irlande, le Pays Basque, la Corse, la Bretagne, plus aucun des grands groupes qui ont marqué la violence politique au XXe siècle ne sont en activité. Et le dernier dépôt d'armes en date, celui d'ETA en 2017, est passé presque inaperçu malgré l'immense symbole qu'il représentait. Est-ce que cette violence ne parle plus à personne ou est ce que personne ne croit que la fin d'un groupe armée signifie la fin de la violence ? De fait, Bretagne, Corse, Irlande, la violence est revenue partout sans les grands état-majors d'antan.

D'un autre côté, pour la Catalogne et l'Écosse, le contre-coup non violent est parti très vite et avec une certaine efficacité stratégique. Pour les autres nations en luttés d'Europe de l'ouest, le rythme est bien différent. Seule la Corse semble faire



d'immenses progrès grâce à la fin de la violence traditionnelle en terme d'autonomie et de montée en puissance de la mobilisation populaire. Un progrès que l'État français verrouille violemment, d'où, sans doute, le retour des actions clandestines. Et même dans la direction politique, la violence n'est d'ailleurs pas entièrement rangée au placard. Les dirigeants nationalistes corses défendent toujours les jeunes dans les tribunaux pour les actes politiques violents qu'ils ont pu commettre ; là où il y aurait fort à parier en Bretagne que les rares pennoù bras de l'Emsav profiterait surtout d'une occasion du genre pour dérouler de grandes diatribes anti-violence sous les lumières des caméras. Et la vague qui monte en Corse en terme de conquêtes politiques et de mobilisation massive n'en est probablement qu'à ses débuts. Pour les autres pays, rien ne change sauf l'arrêt des violences comme elles furent pratiquées au XXe siècle.

Pour la Bretagne en particulier, le schéma est encore plus étrange. Dans les années 2000 tout était terminé. Après l'épisode de Quévert, qui dans l'esprit des populations vit l'ARB faire, pour la première fois, couler un sang innocent, le récit était parfait pour une fin des violences. Un certain Richard Ferrand - fraîchement parachuté en Bretagne - fit imprimé badges et tee-shirt au slogan de «la Bretagne c'est la vie». Le monde culturel qui n'osait plus rien réclamer de politique suivit, le cœur en joie. La violence allait s'arrêter, la lutte aussi pourquoi pas et les affaires redeviendraient calmes, gérées tranquillement entre bonnes personnes.

Pourquoi parler encore d'armée et de bombes d'ailleurs ? Dans les années 2000 la Bretagne devenait glamour, vendable. Les politiciens y allaient tous de leurs petites notes pour la langue bretonne, pour la culture, pour l'identité, voire même pour un peu de décentralisation ! Le tout, bien sûr, dans un bon esprit français, républicain et citoyen. On pouvait enfin parler de tout, c'est-à-dire de rien, sans avoir la conscience dérangée par des éclats de violence. Enfin, la Bretagne était en paix avec ses vieux démons nationalistes, en paix avec elle-même, en paix avec la France...

Sauf que... l'époque est trop morose pour croire aux contes de fées. Et arrivèrent les Bonnets Rouges dans cette Bretagne pacifiée depuis dix ans. Et les radars se mirent à brûler, les portiques à tomber, les policiers et les préfectures se firent copieusement attaqués. Des gendarmeries et des hôtels des impôts connurent les cocktails molotov nocturnes, les tags ARB, et même une bombe. Une bombe que les services de l'État et les médias firent passer pour une fausse bombe, un extincteur rempli de sable.

Jusqu'à ce que, quelques temps après, une descente antiterroriste vienne réveiller des gens au petit matin pour avoir posé une bombe, qui en fait était vraie. L'État avait il peur d'annoncer qu'il se faisait à nouveau attaquer à la bombe, comme à l'époque ?

Même les noms des anciens groupes armés revenaient dans l'actualité, tout comme les descentes antiterroristes. Étrangement, aucune des prédictions qui avaient cours dans les années 2000 ne se sont relevées exactes. Même du fond de l'Emsav, un discours résonnait sans cesse pour dire que des attentats bretons seraient associés au terrorisme islamiste, que la population bretonne rejeterait ces formes de luttes, que toutes les autres nations opprimées déposaient les armes, que la technologie de la surveillance de l'État ferait tomber le moindre réseau en quelques heures...

Au moment des Bonnets Rouges, aucune marée humaine contre les attaques ou sabotages, aucune précipitation à la tribune pour dénoncer la violence. Aucun amalgame entre le terrorisme islamiste et les violences bretonnes. Aucune répression massive, précise et efficace de l'État. Ce dernier a plutôt fait preuve d'un remarquable

dépassement, d'une incroyable inefficacité à anticiper le retour de bâton de la violence bretonne.

De même, quand une multinationale australienne de l'extractivisme s'est mis en tête de venir faire des mines en Bretagne, l'explosif a de nouveau parlé pour lui faire comprendre le sens de l'accueil armoricain. Ses bureaux et ses engins d'extraction furent attaqués à l'explosif, le groupe responsable de l'attaque avait prévenu dans un communiqué «la société Variscan a déclaré il y a peu ne pas vouloir d'un nouveau Notre-Dame-des-Landes contre les projets miniers. Que la chose soit claire, ce qui les attend sera bien pire encore.» On a toujours pas vu de mines en Bretagne depuis et les projets ont d'ailleurs été officiellement abandonnés il y a peu. Là encore, aucun cri d'horreur de la société bretonne, mais plutôt un silence en forme d'acquiescement, voire un petit sourire au coin des lèvres, comme à l'époque du FLB.

Les Cassandre de l'anti violence bretonne avaient donc tort, même quand les prédictions de la défaite programmée étaient prononcées par des anciens de la lutte clandestine eux-mêmes. Il est pourtant un petit point sur lequel les avertissements originaux pouvaient pousser à une anticipation. Il est clair que la violence telle que le nationalisme breton l'a pratiquée au XXe siècle ne reviendra pas et qu'un simulacre de reproduction de cette violence ne ferait sans doute pas grandement avancer notre lutte. La société s'est effectivement transformée au XXIe siècle, à un rythme effréné qui ne cesse de s'accélérer sur le chemin du totalitarisme sécuritaire. La surveillance permanente des masses est devenue une réalité. Même si cette dernière ne se pratique pas partout directement par les États mais plutôt par le marché, comme le veut l'époque, les services de répressions peuvent allégrement se servir dans les bases de données pour espionner qui bon leur semble. Techniquement, les façons de faire de l'ancienne époque ne sont en grande partie plus guère envisageables. Il n'y a plus non plus d'amnistie ni de clémence dans la raideur de la justice. Le moindre faux pas et les peines mettront par terre des réseaux pour des années. Les luttes de l'époque n'étaient pas taillées pour un ennemi comme l'État policier d'aujourd'hui.



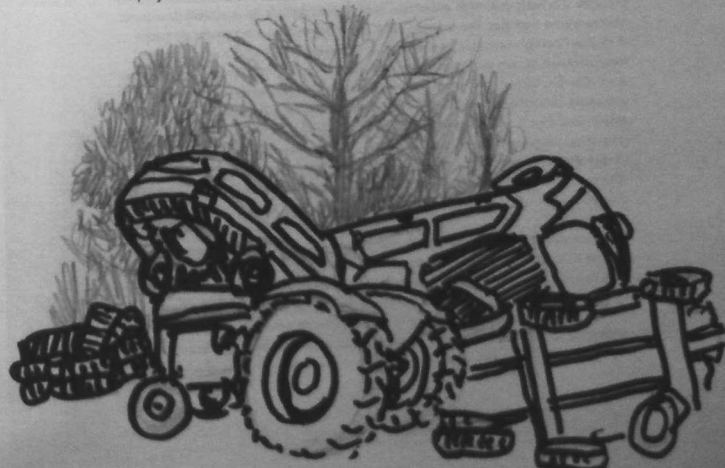
Stratégiquement, il serait difficilement tenable de reproduire le même type de violence. Les anciens groupes bretons se revendiquaient clairement en guerre contre l'État. Leur stratégie était simple : frapper où ils pouvaient, le plus possible, pousser l'État à la trêve et à la négociation. Ce modèle de lutte a été dessiné par l'Irlande dans sa guerre d'indépendance de 1919-1921. Et c'est bien un nœud du problème breton, qui dès l'époque n'avait pas forcément été saisi : cette stratégie est celle de la manière brute. Plus on tape fort, plus les récompenses tombent à nos pieds. L'État français qui aime particulièrement accorder l'importance des cadeaux selon la résistance qui lui a été opposée, est clairement un bon parti pour ce genre de paris. Néanmoins, c'est de l'autre côté de la table des éventuelles négociations qu'un personnage n'aurait pu qu'indéniablement venir à manquer. Car le modèle irlandais est taillé pour une guerre. En cas de non satisfaction face à quelques expressions de violences symboliques, la suite logique est de faire couler le sang. C'est ce qu'il faut

l'Armée républicaine irlandaise et ce fort logiquement, puisqu'elle était une armée. Son salut a tenu dans sa force de frappe à un moment donné, avec le maximum de puissance et de capacité de nuisance possible. Car l'État aime beaucoup le jeu de «qui est le plus violent», mais il est souvent difficile pour lui d'y jouer trop longtemps, surtout quand à ses yeux la cause n'en vaut pas vraiment la peine. Si le jeu commence à lui coûter plus cher que ce que le cadeau ne peut lui rapporter, il lâche l'affaire. Les armées en luttant contre lui doivent tenir suffisamment longtemps, ce qui n'est pas une mince affaire. Dans le cas irlandais, le sang a donc coulé, beaucoup, en peu de temps. Les armées républicaines ou révolutionnaires bretonnes, elles, se vantaient de ne pas faire couler le sang. Il est difficile de savoir si l'État craignait effectivement ce passage de palier et jusqu'où il a pu être réellement envisagé à certains moments, mais il reste que ce dernier n'est jamais venu. Les groupes en question n'étaient peut-être pas taillés ni organisés pour ce genre d'aventures. À choisir la manière brute, une violence clairement définie, clairement revendiquée et foncièrement provocatrice, l'État pouvait y aller de son refrain. La violence s'identifiait elle-même, il suffisait ensuite de réprimer réseaux après réseaux, les nouvelles recrues des armées symboliques. Qu'une nouvelle armée symbolique fasse son apparition, cela n'est pas impossible. L'épisode des Bonnets Rouges a montré qu'une puissante attraction existait encore autour de ces groupes, de leurs noms, de leurs actions et de leurs stratégies. Si l'intensité de la violence des années 2010 n'a pas du tout eu l'ampleur de certaines décennies passées et n'a pas donné lieu à de longues périodes de violences, il est probable malgré tout que ces schémas se répètent. Il faut dire qu'ils se situent au centre d'un nœud puissant qui ceinture l'Emsav. Non pas tant son rapport à la violence, mais plutôt son rapport à l'État et au peuple breton. Plutôt que de parler au peuple, de partir de la base pour construire un mouvement d'émancipation durable, a été privilégié le recrutement de soldats d'une armée symbolique. Ces soldats devaient être parfaitement bretons, dans leur identité, leur histoire et leur langue. Une avant-garde pour partir à l'assaut de l'État et le pousser à négocier, pour revenir ensuite présenter au peuple des cadeaux sans savoir ce qu'il en ferait ou même s'il en voulait.

Et pourtant, une guerre de libération victorieuse n'a jamais existé sans un peuple mobilisé autour de ses troupes, sans que les révolutionnaires ne soient dans le peuple «comme un poisson dans l'eau». C'est ce qui a fait tenir la résistance antifasciste en France, tout comme la libération de l'Irlande. Pour la libération bretonne des soldats ont beaucoup agit et c'est une longue histoire que ces batailles, mais une longue histoire d'échec par rapport aux objectifs que ces armées s'étaient fixés, c'est-à-dire l'indépendance de la Bretagne, et pour certaines, le socialisme. C'est une mémoire suffisamment forte et puissante malgré tout pour faire raisonner dans les têtes de certaines composantes d'un peuple qui refuse de mourir, une hargne toujours intacte. Les anciennes générations militantes ont laissé une flamme, mais qui finira par ne plus avoir de mèche à force de tourner autour du brasier sans jamais l'atteindre. Une mémoire et une action qui, si elles n'avaient pas existé, auraient sans doute laissé la Bretagne comme un désert que l'oppression capitaliste et française auraient ravagé jusqu'à faire disparaître tout ce qu'il peut y avoir de breton. Ces épisodes violents n'ont donc pas été inutiles bien sûr, ils n'ont néanmoins été qu'échecs par rapport aux objectifs initiaux, sans doute car justement l'objectif de guerre n'était que fictif, car les bombes incarnaient moins une guerre qu'une autodéfense populaire bretonne. Un phénomène qui, à l'époque du remembrement,

du formica, de l'agriculture intensive, de la francisation totale, était bien sûr plus que nécessaire. Le nœud du problème qui doit faire réfléchir les générations présentes et futures se trouve sans doute là : le manque de cohérence et les défauts d'organisation dans la lutte qui surviennent dès que l'objectif théorique et la stratégie des pratiques réelles divergent à ce point. Rien ne sert de se faire passer pour une armée quand on en a ni la carrure ni l'ambition, si ce n'est pour se faire tourner en ridicule.

Malgré la fin des armées symboliques, la violence est malgré tout revenue en Bretagne au XXI<sup>e</sup> siècle. Il faut dire qu'elle est clairement le parent pauvre de son siècle du point de vue de sa libération nationale, tout comme pour beaucoup d'autres choses grâce aux politiques françaises qu'elle continue de subir. Pauvreté, exploitation, répression, catastrophe écologique et un peuple bafoué en permanence, un mélange qui ne peut être qu'explosif. Le futur ne se conjugue même plus, il est clairement sombre et ne laisse entrevoir aucune sortie dans l'espace français. La violence peut difficilement ne pas s'accroître quand rien ne bouge pour l'émancipation bretonne et quand tout le reste se dégrade autour. C'est autour, partout autour du cas breton et grâce à ce dernier, que la violence est ressortie. Au final, les épisodes de violences des Bonnets Rouges ou des projets miniers répondaient déjà de cette nouvelle logique. Une question sociale d'un côté, une environnementale de l'autre et non pas une lutte directe et aveugle sur le terrain préféré de l'ennemi, celui de la symbolique et de la manière brute. L'autour peut d'ailleurs monter potentiellement en violence bien plus intensément que ce qui a été fait précédemment. Le XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvre donc en Bretagne sur des épisodes de violences politiques toujours présents, mais aussi en changement. Il y a fort à parier que nous n'en soyons qu'aux prémices, au fur et à mesure que nous nous avançons dans le siècle, la violence sort de toute part. Et la violence bretonne elle-même peut potentiellement grandir à mesure que le reste autour monte en intensité. Le va-et-vient a été lancé pendant les Bonnets Rouges et les projets miniers, qui sait jusqu'où il pourra aller.



## 2032 CE SERA LA GUERRE

La guerre est déjà là, elle est ancienne et moderne, nous la portons depuis des générations dans un camp ou dans l'autre. Sans doute son rythme s'accélère à mesure que les récits protecteurs de l'État, de la République, de la nation française et du capitalisme tombent en désuétude. Une vaste insurrection est en cours, non pas seulement des consciences mais aussi des êtres, des communautés et des corps. Dans le XXI<sup>e</sup> siècle où nous avons grandi, tous les voyants pointent dans cette direction, les espoirs aliénants de confort individuel et d'ascension sociale s'effondrent à une vitesse grandissante face à l'offensive néolibérale, à la catastrophe écologique et à l'autorité toujours plus violente des gouvernements. La société de la matraque et de la carte sans contact, de la répression et du travail précarisé.

De partout, des gens font des pas de côté, le temps est à la désertion pour faire des cabanes sur les ZAD, sur les ronds points ou dans n'importe quel coin de campagne. Le changement de trajectoire flotte dans l'air temps pour sortir de la routine mortifère dans laquelle nous avons été dressés. Conscients de ce que nous rejetons parfois plus que ce que nous désirons, nous retraçons souvent en tâtonnant les chemins de nos radicalités. Au carrefour de ces chemins insurrectionnels se niche toujours un vieux pays qui refuse de mourir, malgré conquête, annexion et soumission. Il a survécu péniblement aux attaques de la modernité, il rassure dans son ancienneté. Comme un vieux livre qui s'est transmis sous les manteaux, il passe encore de main en main. Bien qu'en toute apparence endormi, il se réveille encore lorsque les temps l'appellent, lorsque l'époque n'accepte plus le silence et fait feu de tout bois contre le monde des puissants, de leur argent et de leur bêtise.

Observez ces vieux gestes et ces vieilles langues qui résonnent encore. Notre Bretagne a la force des vents ancestraux face à qui le ridicule de la société totalitaire marchande ne tient pas. Elle fissurera cette vaste blague face aux assauts du temps et de nos libertés et le vieux pays de nos ancêtres, lui, sera toujours là, à marcher tranquillement de son pas paysan. Il attend patiemment son heure dans la modernité qui s'effondre. Quand tout vol en éclat et se fissure inconditionnellement, c'est une petite certitude qui peut rendre l'esprit tenace. Ce vieux pays qui ne veut pas mourir était déjà là avant toutes les absurdités modernes qui nous entourent, il sera sans doute toujours là après leur disparition. Non pas inchangé et fantasmé dans l'image d'un passé immaculé, non pas retour en arrière, mais construction nouvelle, débarrassée des oripeaux de la modernité qui véhiculent toujours plus d'autorités et d'injustices.

Pour oser détruire et bâtir, se réapproprier et ré-imaginer, il faut de puissantes sources d'inspirations. Parfois les trésors sont sous nos pieds sans que nous pensions à les ramasser. La Bretagne est sans doute de cela, faite pour aller chercher dans ce qui est ancien l'inspiration de ce qui sera nouveau. En plus d'accompagner l'imaginaire, elle porte aussi la radicalité dans le combat à mener face au monde présent. D'aucuns ont cherché par l'histoire bretonne des raisons légitimes de se révolter auprès de l'opresseur. Cela fut trouvé par un traité, celui de 1532, arguant

qu'en son nom et au nom du «droit international» on pouvait ne pas être français, que les impôts ou la justice française ne devaient pas nous concerner. Comme s'il fallait pour être légitime professer auprès des maîtres bourgeois de grandes envolées sur la reconnaissance du droit international, de la validité historique, etc.

Et pourtant, 1532 ne fut pas un traité d'assurance des libertés bretonnes, bien au contraire. Il fut une annexion en bonne et due forme, la date d'une négociation sous la contrainte armée avec l'État français pour abandonner nos libertés. Cette date est agrémentée par moult fantômes de l'Emsav. Pourtant il n'est pas besoin d'un texte pour comprendre que ce qui importe est le vaste monde qui l'a précédé et les 500 ans d'annexion qui ont suivi. L'anniversaire de 2032 approche, 500 ans où nous avons vu arriver l'État, le capitalisme, le patriarcat bourgeois, la société de consommation, le remembrement, l'agriculture intensive, la catastrophe écologique, l'éradication linguistique, la destruction des libertés du pays. Il sera alors plus que jamais temps d'aller crier partout qu'au bout de 500 ans de soumission et d'évolutions toujours plus désastreuses, il est temps de désertir, de changer de chemin.

Le vieux pays a tenu 500 ans, il a toujours évolué avec son temps sans jamais disparaître, il peut sans doute repartir pour construire un monde radicalement différent. Nul ne sait par ailleurs si, dans le cas contraire, il survivra à 500 nouvelles années d'oppressions. À cette date alors, non pas au nom d'un traité mais d'un monde à abattre et à reconstruire, d'une nation à chasser d'un pays à retrouver, l'offensive sera à mener partout. C'est une limite à mettre, une charge qui dit «plus un pas en arrière». Par tous les mots et par tous les gestes, 2032 ça sera la guerre.





TORR E  
BENNALLA

